

TI_GERICHTE 40.2013.1 vom 16. April 2014

TI Tribunale d'appello, 2014-04-16, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_40.2013.1

FR: TI_GERICHTE 40.2013.1 du 16 avril 2014

IT: TI_GERICHTE 40.2013.1 del 16 aprile 2014

Regeste

Ind.matern.x figlio(30.1.13)da 30.1 a 22.2.13.Ass.,che lavorava x un DL al 10%e dal 1.12.12 al 100%e svolgeva una 2°att.come docente,il 23.2.13 effettuato h di insegn.Ciò comporta estinz.dt a IG.Da tale att.access.nel 2012 e 13 conseguito,inoltre,redd.>fr.2'300 fissato da TF x ignorare tale attività

Erwägungen

E. 1

è una salariata ai sensi dell'articolo 10 della LPG;

E. 2

è un'indipendente ai sensi dell'articolo 12 LPG; o

E. 3

collabora nell'azienda del marito percependo un salario in contanti. (cpv. 1)

Il periodo d'assicurazione secondo il capoverso 1 lettera a è ridotto nella misura in cui il parto avviene prima della fine del nono mese di gravidanza. (cpv. 2)

Il Consiglio federale disciplina il diritto all'indennità delle donne che per incapacità al lavoro o disoccupazione:

- a. non soddisfano le condizioni di cui al capoverso 1 lettera a;
- b. al momento del parto non sono salariate o indipendenti. (cpv. 3)

E. 5

LAVS. L'art. 34d cpv. 1 OAVS stabilisce che: " Se il salario determinante non supera 2300 franchi per anno civile e per datore di lavoro, il contributo è percepito soltanto a richiesta dell'assicurato. L'importo massimo dell'indennità di maternità è fissato all'art. 16f LIPG: " L'indennità di maternità ammonta al massimo a 196 franchi al giorno. L'articolo 16a capoverso 2 è applicabile per analogia." (cpv. 1) L'indennità di maternità è ridotta nella misura in cui supera l'importo massimo secondo il capoverso 1." (cpv. 2) L'art. 16h LIPG prevede che a complemento di quanto previsto dalla LIPG, i Cantoni possono prevedere un'indennità di maternità più elevata o di durata maggiore nonché un'indennità di adozione e prelevare contributi specifici per il loro finanziamento. A decorrere dal 1° luglio 2005, dunque, le donne che esercitano un'attività dipendente - comprese quelle che collaborano nell'azienda del marito percependo un salario - o indipendente hanno diritto durante le 14 settimane successive al parto all'indennità di maternità corrispondente all'80% del reddito medio conseguito prima dell'inizio di tale diritto, al massimo però fr. 196/giorno (in precedenza: fr. 172.--) (cfr. Sécurité sociale 6/2004 p. 395). 2.4. In una sentenza 9C_893/2012 del 30 aprile 2013, pubblicata in DTF 139 V 250, il Tribunale federale ha

stabilito che un'attività lucrativa anche solo parziale ripresa anticipatamente dalla madre configura un'attività lucrativa ai sensi dell'art. 16d seconda frase LIPG che estingue il diritto all'indennità di maternità. Nell'indicare "indipendentemente dal grado di occupazione", l'art. 25 OPIG è conforme al diritto federale (consid. 4.5) e che il salario di poco conto di cui all'art. 34d cpv. 1 OAVS (oggi: di fr. 2'300.--) può essere considerato un criterio oggettivo che permette di fissare il limite oltre il quale un'attività accessoria marginale ripresa anticipatamente dalla madre costituisce un'attività lucrativa parziale ai sensi dell'art. 16d seconda frase LIPG (consid. 4.6). L'Alta Corte dopo avere constatato che l'art. 25 LIPG è formulato in modo nettamente più restrittivo rispetto al testo di legge, dopo un accurato esame dei lavori preparatori ha comunque ritenuto l'articolo dell'ordinanza conforme alla legge, rilevando: " 4.5. L'analyse des travaux préparatoires montre ainsi que le législateur a voulu que la reprise partielle d'une activité lucrative, singulièrement qu'une activité lucrative partielle reprise prématurément par la mère soit considérée comme une activité lucrative au sens de l'art. 16d seconde phrase LAPG, dont la reprise prématurée entraîne l'extinction du droit à l'allocation de maternité. Aussi bien le Conseil des Etats que le Conseil national ont adopté l'art. 16d du projet de loi selon la proposition de la majorité de leur commission. Or, la commission du Conseil des Etats n'a à aucun moment remis en cause le commentaire de l'art. 16d (nouveau) première version du projet de loi par la commission du Conseil national dans son rapport du 3 octobre 2002. La modification du texte français de l'art. 16d (nouveau) première version du projet de loi par le Conseil des Etats a pour origine une proposition de l'administration. Il ressort du procès-verbal de la séance de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats du 19 mai 2003 que cette modification est d'ordre purement rédactionnel: la proposition de l'administration adaptait l'art. 16b du projet de loi suite à la proposition Frick du 7 avril 2003 et modifiait la formulation de l'art. 16d du projet de loi tout en instituant un al. 2 qui, en définitive, a été biffé par le Conseil national lors de sa séance du 17 septembre 2003 (BO 2003 CN 1341), décision à laquelle a adhéré le Conseil des Etats lors de sa séance du 18 septembre 2003 (BO 2003 CE 836). Il résulte de ce qui précède que l'art. 25 RAPG, en indiquant "quel que soit son taux d'occupation" à propos de la reprise par la mère d'une activité lucrative, concrétise la volonté exprimée ci-dessus par le législateur et est ainsi conforme au droit fédéral." (DTF 139 V 257) Sull'entità che deve avere la ripresa di un'attività lucrativa, per porre fine al diritto all'indennità di maternità il Tribunale federale ha poi rilevato: " 4.6. Reste dès lors à examiner si une activité lucrative accessoire reprise prématurément par la mère peut être qualifiée d'activité lucrative partielle au sens de l'art. 16d seconde phrase LAPG. Dans sa majorité, la doctrine considère qu'il n'y a plus arrêt complet de travail si la mère reprend même à temps partiel une activité lucrative et que le droit à l'allocation de maternité s'éteint ainsi prématurément (JÖRG REINMANN, Congé de maternité payé: analyse détaillée du projet, in: Révision de la loi sur les allocations pour perte de gain, Sécurité sociale CHSS 2004, p. 205; CHRISTIAN BRUCHEZ, La nouvelle assurance-maternité et ses effets sur le droit du contrat de travail, in Semaine judiciaire 2005, vol. II p. 257; OLIVIER SUBILIA, La nouvelle loi sur les allocations pour perte de gain et maternité, in PJA 2005, p. 1474; CENTRE PATRONAL VAUDOIS, L'allocation de maternité selon la loi sur les allocations pour perte de gain (LAPG), in Questions de droit, publication n°33 (mai 2005), p. 6; PHILIPPE CARRUZZO, Allocations et congé de maternité Quels changements à compter du 1 er juillet 2005 ?, in Cahiers genevois et romands de sécurité sociale 2005, p. 62; RÉMY WYLER, LAPG révisée: allocation-maternité et coordination avec le droit du travail, in: Le droit social dans la

pratique de l'entreprise Questions choisies, Collection de l'Institut de recherches sur le droit de la responsabilité civile et des assurances [IRAL] de la Faculté de droit de l'Université de Lausanne, 2006, p. 51; MERET BAUMANN, Rechtsfragen im Zusammenhang mit der Mutterschaft, in: Aktuelle Fragen des Sozialversicherungs- und Migrationsrechts aus der Sicht des KMU, Luzerner Beiträge zur Rechtswissenschaft [LBR], 2009, p. 51). De son côté, JEAN-LOUIS DUC (Assurance-maternité, questions choisies in op. cit. p. 219) est d'avis que le but de protection de l'enfant en donnant la possibilité à la mère de s'occuper de lui après la naissance pourrait aussi être atteint en donnant à celle-ci la possibilité de jouir d'un congé de maternité à mi-temps étalé sur 196 jours et que le principe du "tout ou rien" ne devrait pas avoir de place dans la discussion. Il convient de relever que l'art. 16d seconde phrase LAPG est formulé de manière très générale. Cette disposition légale prévoit que le droit à l'allocation de maternité prend fin avant le 98e jour - à partir du jour où il a été octroyé (art. 16d première phrase LAPG) - si la mère reprend une activité lucrative [son activité lucrative, selon les textes légaux allemand et italien]. Une activité lucrative partielle reprise prématurément par la mère est une activité lucrative au sens de l'art. 16d seconde phrase LAPG dont la reprise prématurée entraîne l'extinction du droit à l'allocation de maternité (supra, consid. 4.5). Telle qu'elle est formulée, cette disposition légale n'exclut pas que le droit à l'allocation de maternité persiste dans le cas où une activité lucrative principale n'a pas été reprise et où une activité accessoire marginale a été reprise prématurément sans qu'elle puisse être qualifiée d'activité lucrative partielle au sens de l'art. 16d seconde phrase LAPG. A cet égard, le salaire de minime importance de l'art. 34d al. 1 RAVS - sur lequel des cotisations AVS ne sont perçues qu'à la demande de l'assuré -, auquel se sont référés les premiers juges, peut être considéré comme un critère objectif permettant de fixer la limite (2'200 fr. par année civile jusqu'au 31 décembre 2010) au-delà de laquelle une activité accessoire marginale reprise prématurément par la mère constitue une activité lucrative partielle au sens de l'art. 16d seconde phrase LAPG. Ce critère est adéquat, car il permet de délimiter la zone grise évoquée par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national lors de sa séance du 3 octobre 2002 (supra, consid. 4.4). Il résulte du jugement entrepris que la limite fixée ci-dessus n'était pas atteinte dans le cas de l'intimée. Le recours est mal fondé de ce chef." (DTF 139 V 258-259)

2.5. Nella presente fattispecie, risulta dagli atti dell'incarto che RI 1 lavora presso la _____ dal 22 giugno 2012, inizialmente in ragione del 10% del tempo di lavoro ed in seguito, a tempo pieno dal 1° dicembre 2012. Il salario mensile è così passato da fr. 848.-- circa a fr. 8'488.-- (cfr. doc. 1 – doc. 12). L'assicurata ha pure lavorato dal 1° settembre 2009 al 31 agosto 2013, quale docente, per lo _____ (cfr. doc. 18.1 – 18.2). Per questa seconda attività, per il 2012, è stato registrato sul Conto AVS dell'assicurata un importo di fr. 27'261.-- (cfr. doc. 45). L'assicurata ha partorito il figlio _____ il 30 gennaio 2013 ed ha beneficiato di un congedo maternità di 16 settimane (e quindi fino al 21 maggio 2013) dal _____. Il 23 febbraio 2013 ha effettuato le sue ore di insegnamento presso la _____. Di conseguenza, con la decisione su opposizione qui impugnata, la Cassa ha sospeso da quel momento il versamento dell'indennità per maternità. Chiamato ora a pronunciarsi, questo Tribunale, alla luce della giurisprudenza federale citata dalla Cassa ed ampiamente riprodotta al consid. 2.4, non può che confermare la decisione dell'amministrazione. Da una parte, infatti, la ricorrente ha ripreso un'attività lucrative, ciò che comporta l'estinzione del diritto all'indennità giornaliera in applicazione all'art. 25 OIPG, d'altra parte, tale attività accessoria (pari al 6,5% dell'orario normale di insegnamento), le ha permesso di conseguire nel 2012 (fr. 27'261.--) nell'anno scolastico

2012-2013 (fr. 579.35 ottenuti da settembre a dicembre 2012, tredicesima compresa, per 12 mesi pari a fr. 6'952.20, cfr. doc. 1 e doc. 18.1) e pure nel 2013 (fr. 4'498.95) un reddito superiore al limite di fr. 2'300.-- fissato dal Tribunale federale, per poter ignorare tale attività. Anche la ripartizione dell'importo massimo dell'indennità di fr. 196.-- riconosciuto all'assicurata, fra i due datori di lavoro (fr. 184.40 alla _____, cfr. doc. 48.1 e fr. 11.60 allo _____, cfr. doc. 48.1) risulta corretta e deve essere confermata. In particolare il TCA rileva che, per quel che concerne l'attività accessoria, la Cassa ha effettuato il calcolo partendo dal salario di fr. 534.80 conseguito dall'assicurata, prima del parto, nel periodo settembre-dicembre 2012 (cfr. doc. 18.1). In simili condizioni la decisione su opposizione dell'8 novembre 2013 deve essere confermata.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.